

# L'attaché militaire britannique Stephen Saunders a été assassiné à Athènes par un groupe terroriste grec

Une revendication qui met en avant la « crise du Kosovo »

Le groupe terroriste grec du 17-Novembre a revendiqué, vendredi 9 juin, l'assassinat de l'attaché militaire britannique Stephen Saunders à

Athènes « pour son rôle dans la crise du Kosovo ». Le 17-Novembre a adressé, dans un texte de treize pages, sa revendication au quotidien grec

*Eleftherotypia* (indépendant, gauche) comme il l'a souvent fait par le passé. Depuis 1975, le groupe a revendiqué une vingtaine de meurtres.

## ATHÈNES

de notre correspondant

Le général de brigade britannique Stephen Saunders, cinquante-trois ans, attaché militaire en poste à Athènes, a été assassiné jeudi 8 juin près de la capitale grecque par deux inconnus qui ont pris la fuite à moto, relançant la question terroriste jamais vraiment résolue par la Grèce.

L'attentat a été perpétré sur une grande avenue menant de la banlieue chic de Kifissia vers le centre d'Athènes, alors que le général Saunders se rendait à l'ambassade britannique à bord de sa Rover aux plaques banalisées. Deux hommes portant des casques ont tiré à quatre reprises contre le conducteur bloqué par un embouteillage. Il devait décéder trois heures plus tard à l'hôpital. L'ensemble de la classe politique grecque a immédiatement condamné l'acte terroriste. Le premier ministre, Costas Simitis, qui a transmis ses condoléances à son homologue Tony Blair, a exprimé son « horreur » devant « l'acte barbare ». L'attentat, a-t-il dit, « inter-

vient à un moment où la Grèce avance avec succès dans tous les domaines, à un moment où l'image internationale de la Grèce est renforcée ». Le prochain sommet européen de Feira, au Portugal, doit donner son feu vert à l'adhésion de la Grèce à la zone euro le 1<sup>er</sup> janvier prochain.

## PRESSIONS AMÉRICAINES

Les policiers ont retrouvé sur les lieux de l'attentat quatre douilles d'un pistolet de calibre 45, une arme utilisée par les terroristes de l'insaisissable groupe grec 17-Novembre, à l'œuvre depuis un quart de siècle. Selon les analyses de laboratoire, le pistolet a déjà servi à cinq attentats qui ont fait sept morts depuis 1980. Apparue le 23 décembre 1975 avec l'assassinat du chef d'antenne de la CIA à Athènes Richard Welch, le 17-Novembre a depuis revendiqué une vingtaine de meurtres de diplomates américains, de Turcs et de personnalités grecques, ainsi qu'un terrible attentat à la bombe et à la roquette antichar. Le groupe tire son nom de la révolte estu-

diantine contre la dictature des colonels (1967-1974) réprimée dans le sang le 17 novembre 1973 à l'École polytechnique d'Athènes. Aucun de ses membres n'a jamais été arrêté.

Cette situation n'a cessé de provoquer la colère des Américains. Washington considère le 17-Novembre comme « l'un des groupes terroristes les plus dangereux du monde » et a promis 2 millions de dollars de récompense en 1984 pour toute information permettant l'arrestation des coupables, une offre renouvelée en 1987. Régulièrement, les autorités américaines, relayées par la presse de Washington, soulignent la persistance d'un problème terroriste en Grèce et réclame auprès d'Athènes des résultats. Le dernier rapport du département d'Etat accusait la Grèce d'être « l'un des maillons les plus faibles dans les efforts de l'Europe contre le terrorisme » et la plaçait derrière la Colombie. Au début de la semaine, un rapport de la commission nationale sur le terrorisme du Congrès comparait le pays au Pakistan. Le gouverne-

ment grec s'est, à chaque fois, élevé contre les « allégations » américaines.

Jeudi, le jour même de l'assassinat du général Saunders, l'ancien chef de la CIA, James Woosley, affirmait dans une interview à l'hebdomadaire grec *Pontiki* que « des personnes du gouvernement hellénique connaissent certains membres du 17-Novembre », une accusation lancée depuis plusieurs années.

Athènes a rejeté ces propos « inconcevables » et invité M. Woosley à témoigner devant la justice. A quatre ans des Jeux olympiques d'Athènes, le nouvel attentat du 17-Novembre, au mobile pour le moins opaque, a troublé de nombreux commentateurs. Le ministre grec chargé des JO, Théodore Pangalos, a relevé une « grande coïncidence » entre l'assassinat et les pressions américaines, espérant que d'ici l'olympiade « nous aurons réussi quelque chose dans la lutte contre le terrorisme, qui touche toute la société et pas seulement le gouvernement ».

Didier Kunz

Rudolf von Thadden, historien, coordinateur pour le gouvernement de Berlin des relations franco-allemandes

## « La France et l'Allemagne, c'est une histoire, deux mémoires »

BERLIN

de notre correspondant

Le ministre allemand des affaires étrangères, Joschka Fischer, a suggéré de créer une Europe fédérale, suscitant des réactions mitigées en France. Comment expliquer que les deux pays aient des rapports si différents au mot fédéralisme ?

Le mot fédéralisme dans le discours du ministre n'a rien à voir avec la réalité constitutionnelle de l'Allemagne. Fischer n'a pas l'intention de transférer les structures allemandes au niveau européen. Mais en ce qui concerne les connotations historiques, il faut faire attention aux points suivants : pour les Allemands, le fédéralisme rappelle le Bund créé au congrès de Vienne de 1814, pour combler le vide laissé par la disparition du Saint-Empire romain des nations germaniques, aboli par Napoléon en 1806. Ce Bund a mis un peu d'ordre dans le chaos politique de l'époque, ce qui explique sa connotation positive. En France, au contraire, le débat sur le fédéralisme remonte à la querelle

des Girondins et les Jacobins. En 1792, les premiers voulaient décentraliser pour lutter contre l'absolutisme royal. Mais leurs adversaires jacobins y ont vu le risque de perdre la guerre contre l'Europe de la restauration et donc de mettre en cause les acquis de la Révolution. Décentraliser, c'était prendre le risque de désintégrer la nation une et indivisible, d'où la connotation négative du fédéralisme chez beaucoup de Français.

Le débat a repris au XIX<sup>e</sup> siècle, lorsque Proudhon a déclaré la guerre au jacobinisme dans son livre « Du principe fédératif », en réalité pour lutter contre le bonapartisme de Napoléon III. Il reprend alors certains éléments du gironisme et prépare la voie à la pensée anarchiste, ce qui explique encore la connotation désintégrative du mot fédéralisme en France. Son plus grand adversaire alors est Karl Marx : dans la tradition jacobine,

Marx voulait la puissance du mouvement ouvrier, et celle-ci passait par le centralisme démocratique, base du communisme. On retrouvera ce conflit dans l'Allemagne divisée après 1945.

Dans quelle mesure l'attachement des Allemands au fédéralisme tient-il aussi à la Constitution de la RFA en 1949 ?

Le Bund de 1949 était une alternative à la pensée centralisatrice du Reich hitlérien et son succès explique aussi l'attachement des Allemands. Pendant que la RFA se réorganisait sur une base fédérale, la RDA renouait avec la tradition centralisatrice du mouvement ouvrier marxiste.

**Lors de la réunification, personne, ici, n'a parlé de Reich ou d'Empire. L'Allemagne réunifiée n'est pas une prolongation de la tradition impériale**

En 1952, elle dissout les Länder, la Thuringe, la Saxe, etc., en créant des Bezirke, comme la France avait dissout les Provinces pour les remplacer par les départements et éliminer le souvenir de l'Ancien Régime. Après la chute du Mur, on rétablit les Länder dans l'ancienne RDA, et la réunification se fait sur une base fédérale. De nouveau, le fédéralisme simplifie les choses, constitue une force d'intégration de l'Allemagne. Car les Allemands de l'Est, qui ont parfois du mal à s'identifier à ceux de l'Ouest, peuvent s'identifier avec leurs Länder. Le fédéralisme allemand rejoint là la tradition du régionalisme, plus acceptable que le fédéralisme pour un esprit français, car il menace moins l'unité nationale.

Cela n'a pas empêché Jean-Pierre Chevènement de dire que l'Allemagne « rêvait toujours du Saint-Empire germanique ». Qu'évoque l'Empire chez les ci-

toyens dans les deux pays ?

Pour les Allemands et les Français, le Saint-Empire, c'est l'Ancien Régime, le Moyen Age, mais pour s'en débarrasser, il n'y a pas eu de révolution en Allemagne. Si un Chevènement parle d'un reste de nostalgie allemande, c'est qu'il regrette que les Allemands n'aient pas fait de rupture aussi radicale que les Jacobins avec l'Ancien Régime. C'est peu compréhensible pour un Allemand. La France et l'Allemagne, c'est une histoire, mais deux mémoires.

Pour la France, le Saint-Empire évoque la volonté hégémonique de Charles Quint et sa lutte contre François I<sup>er</sup>. Les Allemands pensent

son hétérogénéité religieuse. Au cours des siècles suivants, les Français, qui avaient finalement un Etat ultracentralisé, ont dû se battre pour marcher vers le pluralisme, tandis que les Allemands en avaient moins besoin mais, en revanche, craignaient de retomber dans un état de faiblesse.

Peut-on néanmoins accuser l'Allemagne de vouloir redevenir un empire ?

Lors de la réunification, personne, ici, n'a parlé de Reich ou d'empire. L'Allemagne réunifiée n'est pas une prolongation de la tradition impériale. Elle se distingue fondamentalement des empires, qui englobent par définition plusieurs nations, plusieurs peuples, et dont le dernier était l'Union soviétique. Pour la première fois, l'Allemagne est un Etat-nation (*Nationalstaat*), comme l'est depuis longtemps la France. Elle s'est rapprochée de la France encore plus, en introduisant, début 2000, dans son code de la nationalité un principe de droit du sol. Elle n'est plus une communauté ethnique (*Abstammungsgemeinschaft*), mais une nation citoyenne (*Bürger nation*). Ni empire, ni nation ethnique, l'Allemagne est devenue une nation de type occidental.

Si l'on suit vos définitions, comment le Reich de Bismarck pouvait-il être à la fois un empire, donc hétérogène, et pourtant défini par son ethnisme, donc homogène ?

L'empire de Bismarck était une tentative d'intégration politique des Etats princiers de l'ancien Bund allemand. Pour rassembler Bavares, Saxons, Wurtembergeois, Prussiens, on leur a donné une base d'intégration pré-étatique (*vorstaatlich*). C'est ainsi qu'on a privilégié le Volk, la nation ethnique. Dans le même

temps, l'empire comptait un Etat qui n'était pas ethniquement homogène, la Prusse, qui comptait des millions de Polonais depuis le partage de la Pologne. Pendant la première guerre mondiale, des divisions polonaises se sont battues à Verdun en tant que citoyens prussiens. L'empire de Bismarck comportait donc deux éléments contradictoires : l'unité théorique du peuple allemand et la diversité réelle de ses habitants. C'est pourquoi les hommes politiques à l'époque de Guillaume II ont voulu lever cette contradiction en germanisant l'Allemagne. Un intellectuel comme Max Weber voulait faire de l'empire de Bismarck ce que nous avons aujourd'hui, un Etat-nation, qui ne l'était pas encore à l'époque. Hitler, qui était autrichien, a accentué ce phénomène avec le Troisième Reich. Il ne subsistait plus que la pensée ethnique. En refusant le national-socialisme, l'Allemagne divisée a rêvé, avec des penseurs comme Habermas, d'une société postnationale, relativisant la nation, mais avec la réunification, elle s'est retrouvée dans un Etat-nation.

Qu'apporte le discours de M. Fischer ?

L'essence de son discours, à mon avis, c'est d'avoir voulu concilier la pensée nationale et la pensée postnationale en Europe. Il explique que l'Allemagne a retrouvé son identité nationale, sans retomber dans les traditions nationalistes et ethniques du XIX<sup>e</sup> siècle. Il réconcilie citoyenneté et nationalité, ce qui nous rapproche de la France et nous permet de mieux intégrer les deux Allemagnes dans l'Union européenne.

Propos recueillis par  
Arnaud Leparmentier